

Peut-on éviter l'éclatement de la zone euro ?

Par JACQUES HUBERT RODIER | 10/09/2012 | 20:39 | Lu 481 fois

Le diagnostic de Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri (Institut français des relations internationales) est sévère, même s'il reste encore une lueur d'espoir pour éviter le "chaos" en Europe.

Pour le politologue, derrière l'énorme crise de gouvernance de l'euro, se profile une autre crise, celle-là existentielle, sur la signification même de l'Union européenne. Pourtant, il y a une "bonne nouvelle" : la volonté des dirigeants européens d'éviter un éclatement de la zone euro. La chancelière Angela Merkel ne veut pas rester dans l'Histoire comme "la fossoyeuse de l'Union européenne".

En présentant lundi 10 septembre à la presse le RAMSES 2013 (<http://ifri.org/>), le "rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies", le fondateur de l'IFRI laisse filtrer son inquiétude sur ce que pourrait être une "déconstruction" de l'Europe. "Si la monnaie commune devait éclater, le chaos qui s'installerait en Europe retentirait durablement sur les cinq continents. Le début du détricotage de l'Union européenne qui s'ensuivrait inévitablement aurait des conséquences potentiellement catastrophiques en matière de sécurité sur le continent tout entier et au-delà", écrit-il dans l'introduction de l'ouvrage en laissant à ses lecteurs le soin d'imaginer les scénarios les plus sombres.

Certes la Banque centrale européenne a frappé fort pour tenter de sauver l'Euro en lançant un nouveau programme d'achat d'obligations des pays européens en forte difficultés budgétaires comme l'Espagne ou l'Italie. Mais ce programme est assorti d'une forte conditionnalité : tout pays faisant appel à son soutien devra non seulement avoir répondu aux conditions des fonds de secours européens mais surtout devra confirmer ses engagements en termes de rigueur budgétaire. Une conditionnalité qui a été accueillie favorablement par la Chancelière allemande.

Mais tout dépendra, dit le politologue, du sérieux des gouvernements. Et si le gouvernement allemand fait preuve d'une certaine lucidité et de courage, la chancelière "doit manœuvrer sur un champ de mines".

"Je suis inquiet des partenaires de l'Allemagne (y compris de la France). Ce que je redoute s'ils ne font pas leur home work, c'est que la situation politique intérieure en Allemagne empêchera le maintien de l'Euro". Ou en d'autres termes, "l'opinion publique allemande risque de se retourner méchamment". Certes on n'en est pas encore là. Mais ce risque existe bien. Plus généralement, pour Thierry de Montbrial, la situation de l'euro demeure politique. Car elle

est le fruit du Traité de Maastricht de 1992 initié par Helmut Kohl et François Mitterrand, deux dirigeants peu intéressés par les questions économiques. L'idée était de compenser les forces centrifuges qui étaient la conséquence de l'implosion de l'Union soviétique.

Ce qui permet d'espérer encore face à la crise de l'euro car les conditions politiques de son sauvetage existent toujours. Mais attention au retour de bâton d'une opinion publique de plus en plus eurosceptique, et pas seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe.

Jacques Hubert-Rodier